



C'est ce que témoignent une vidéo devenue virale sur la toile et de nombreuses allégations soutenues par des populations riveraines et des lanceurs d'alerte. L'armée camerounaise se livrerait à de véritables boucheries d'enfants dans les régions anglophones.

Le grand carnage

Dans une de ses dernières publications officielles, l'armée camerounaise mettait à la disposition de l'opinion publique le bilan d'un « bouclage » mené tôt ce 23 janvier 2019, qui a fait des "blessés" et des "neutralisés" dans les rangs des "sécessionnistes" à Kumbo dans la région du Nord-ouest, en proie à une crise séparatiste depuis quelques années.

« Bilan du bouclage tôt ce matin du 23 janvier 2019 à Taa-Mbveh de la Task Force Kumbo:

- 02 séparatistes terroristes neutralisés
- plusieurs blessés en fuite
- 03 adultes suspects interpellés dont un marabout
- plusieurs gris-gris détruits

- 02 armes de traite récupérées 03 munitions de calibre 12
- 01 paire de jumelles
- 03 motos récupérées. »

Un bilan qui est largement discuté par les populations autochtones.

En effet, désormais appelées soldats terroristes du roi Biya, les troupes de l'armée camerounaise sont pointées du doigt dans le meurtre d'un nourrisson.

« Si l'Armée n'évoque pas de victimes parmi les enfants, des images d'un bébé abattu dans le Nord-ouest ont largement circulé depuis cette matinée sur la toile. Sur celles-ci, on aperçoit un nourrisson de près d'un an, gisant dans le sang, enlevé à la vie. Aucune authentification officielle n'en a encore été faite. »

Dans la localité de Muyuka, un carnage attribué aux soldats camerounais coûte la vie à une dizaine d'adolescent dans la journée du 25 janvier.

Au crédit des populations riveraines, les jeunes défunts se livraient simplement à un match de football quand les forces de défense sont arrivées. Ceux-ci auraient alors tiré comme des furies, sans une aucune forme de dialogue.

Ils savent ce qui les attend

« Il y a quelques jours, le président Paul Biya rappelait encore à l'endroit des sécessionnistes qui ne répondent pas favorablement à son appel à déposer les armes, qu'ils savaient ce qui les attendait. Par la même occasion, le chef de l'Etat réitérait que l'armée continuerait de faire son travail dans ces régions meurtries par une crise qui date de plus de deux ans. Celle-ci a déjà fait des centaines de morts et des centaines de milliers de déplacés, rendant les villes et villages du Nord-ouest et Sud-ouest, désormais déserts. »